



Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

54 | 2014

Edme François Jomard (1777-1862). Un « Égyptien »
de Polytechnique

L'Égypte, d'une révolution à l'autre

Robert Solé



Édition électronique

URL : <http://sabix.revues.org/1121>

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de
l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2014

Pagination : 53-57

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Robert Solé, « L'Égypte, d'une révolution à l'autre », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 54 | 2014, mis en ligne
le 13 novembre 2014, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://sabix.revues.org/1121>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© SABIX

L'ÉGYPTE, D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE

Robert SOLÉ

En moins d'un siècle, l'Égypte a connu trois révolutions, aux formes et aux objectifs très différents. En 1919, c'est un grand moment d'unité nationale : une délégation de notables, appuyée par des manifestations populaires, arrache à la Grande-Bretagne une indépendance partielle du pays, qu'elle obtiendra trois ans plus tard. En 1952, c'est un coup d'État militaire : de jeunes officiers, conduits par Gamal Abdel Nasser, renversent le roi Farouk et proclament une République socialiste. En 2011, enfin, c'est un soulèvement improvisé dont le succès va étonner ses propres organisateurs : de jeunes opposants, rejoints par des militants islamistes, chassent du pouvoir le président Hosni Moubarak en réclamant plus de liberté et de justice.

« L'Égypte éternelle », qui semblait immuable depuis l'Antiquité, s'est profondément modifiée au cours du siècle écoulé. Elle est passée de 13 millions d'habitants en 1919 à près de 85 millions en 2011, abandonnant en grande partie son caractère rural au profit d'une urbanisation massive, marquée par de profondes inégalités sociales.

Le roi Farouk est renversé dans la nuit du 22 au 23 juillet 1952 avec une facilité surprenante. C'est tout juste si les officiers putschistes, conduits par le colonel Gamal Abdel Nasser, ont eu besoin de brandir leurs revolvers. À l'aube, ils tirent de son lit un général très populaire, Mohamed Néguib, pour en faire le porte-drapeau de leur révolution. Il ne leur reste plus qu'à obliger Farouk à abdiquer en faveur de son fils, âgé de six mois, puis à contraindre la famille royale à l'exil. En quelques jours, tout est dit. Ainsi s'achève un règne désastreux, au cours duquel un souverain très prometteur, mais arrivé trop jeune sur le trône, s'est enlisé dans les jeux politiques et les plaisirs. Farouk était le dernier représentant de la dynastie de Mohamed Ali, d'origine turque, installée sur les bords du Nil au début du dix-neuvième siècle. Désormais, pour la première fois depuis des temps immémoriaux, l'Égypte sera dirigée par des hommes sortis du peuple, des Égyptiens à part entière.

Fils d'un fonctionnaire des Postes, Gamal Abdel Nasser a fait des études de droit et participé activement à des manifestations étudiantes, avant d'entrer à l'Académie militaire. La guerre israélo-arabe de 1948 l'a encouragé à comploter contre un régime discrédité. Il est revenu du front avec une blessure à la poitrine et une réputation d'officier courageux. Chef de l'organisation semi-clandestine des Officiers libres, il a été le cerveau du coup d'État. Après la chute de Farouk, il s'efface provisoirement derrière le débonnaire général Néguib, favorable à un retour de l'armée dans les casernes et à l'instauration de la démocratie, mais l'écarte vingt mois plus tard pour tenir ouvertement les rênes du pays. À 36 ans, il est *désormais le maître absolu de l'Égypte*, devenue une République autoritaire. La confrérie des Frères musulmans ne va pas tarder à en faire les frais : accusée d'avoir voulu l'assassiner, elle est victime d'une violente répression.

Séduisant, excellent orateur, Nasser jouit d'une popularité qui dépasse les frontières de l'Égypte. Dans un monde dominé par les deux blocs, américain et soviétique, il s'impose comme l'un des leaders des pays non-alignés, aux côtés du Yougoslave Tito et de l'Indien Nehru. La politique intérieure du nouveau régime s'apparente au socialisme étatique : blocage des loyers, limitation de la taille des propriétés agricoles, mise en place de coopératives rurales... Priorité est donnée à l'industrie lourde, dans le cadre d'une planification économique et sociale. Les femmes, à qui le droit de vote est accordé par la Constitution de 1956, entrent, de plus en plus nombreuses, dans la vie professionnelle, et commencent à occuper des fonctions politiques.

Le pays des pharaons, dont la population ne cesse de croître, a des besoins grandissants d'eau et d'électricité. D'où l'idée de construire un nouveau barrage sur le Nil, près d'Assouan, bien plus important que celui qui existe déjà. Le prêt promis par la Banque mondiale est cependant bloqué par les États-Unis qui reprochent à Nasser d'avoir acheté des armes en Tchécoslovaquie. Le *raïs décide alors un coup de poker* : à la surprise générale, il annonce, le 26 juillet 1956, la nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez. « Nous financerons le barrage avec les revenus du canal. » En Égypte, son discours suscite un immense enthousiasme, mais les Britanniques et les Français, qui possèdent la majorité des actions de la Compagnie, n'entendent pas s'incliner. C'est l'occasion, estime-t-on à Paris, de briser ce dictateur insupportable qui fournit des armes aux rebelles algériens et, de surcroît, menace l'existence d'Israël.

Londres, qui est en train d'évacuer ses dernières troupes d'Égypte, se laisse convaincre : une intervention militaire franco-britannique est secrètement décidée, en accord avec l'État juif. Mais, au bout d'une semaine, alors que la ville de Port-Saïd est quasiment tombée, la « triple et lâche agression », comme on l'appelle au Caire, est stoppée sous la pression de l'Union soviétique. De cette affaire, Nasser va tirer un immense bénéfice politique et apparaître, du jour au lendemain, comme le leader du monde arabe.

Les Britanniques, les Français et la plupart des juifs vivant en Égypte sont expulsés du pays. Leurs biens sont séquestrés et leurs établissements scolaires nationalisés. Pour la France, c'est un désastre. Elle perd en quelques semaines un crédit accumulé depuis un siècle : n'occupant pas le pays, elle avait pu y développer sa langue et sa culture. Plusieurs années seront nécessaires pour rétablir de bonnes relations entre Paris et Le Caire, sous la présidence du général de Gaulle.

Dans le monde arabe, l'euphorie est telle que la Syrie propose de ne former qu'un seul pays avec l'Égypte. En 1958, celle-ci change de nom pour devenir la République arabe unie. Entreprise calamiteuse, qui va se solder par un divorce au bout de trois ans. Pour faire oublier cet échec, Nasser radicalise sa politique intérieure, avec de nouvelles mesures contre les grands propriétaires terriens, des nationalisations d'entreprises et le renforcement du contrôle policier. Des liens de plus en plus étroits avec l'URSS amènent en Égypte des milliers de conseillers militaires soviétiques. Dans le monde arabe, Nasser intervient partout, soutenant les uns, dénonçant les autres ou complotant contre eux. Il engage ainsi ses troupes dans une guerre civile au Yémen, où elles vont s'enliser.

La fuite en avant du *raïs* le conduit à multiplier imprudences et défis à l'égard d'Israël. Mais c'est l'État juif qui prend l'initiative des hostilités, le 5 juin 1967, détruisant en quelques heures l'aviation égyptienne avant de s'emparer du Sinaï, du Golan syrien, de la Cisjordanie et de la totalité de Jérusalem. Effondré, Nasser présente sa démission. Le peuple descend aussitôt dans la rue pour le supplier de rester. Il restera, mais ne se remettra pas de cette mort politique. Son leadership lui sera désormais disputé par un nouvel acteur régional, l'Arabie saoudite, cousue d'or noir. L'Égypte, elle, ne peut plus compter sur les revenus du canal de Suez, fermé à la circulation depuis l'occupation du Sinaï par les Israéliens.

Le monde arabe est plus divisé que jamais. Jordaniens et Palestiniens se livrent de terribles combats au cours de l'année 1970. Dans un ultime effort, Nasser parvient à obtenir un accord de cessez-le-feu entre le roi Hussein et Yasser Arafat, réunis au Caire le 27 septembre. Il meurt le lendemain, à bout de forces. Ses funérailles donneront lieu à des scènes de désespoir comme l'Égypte n'en avait jamais vu.

Qui pourrait succéder à ce géant ? L'élection d'Anouar El Sadate, apparaît comme un pis-aller, une mesure transitoire. Nul n'imagine que ce personnage falot, ayant vécu dans l'ombre de Nasser, assurera durablement la direction du pays. Agé de 52 ans, Sadate a occupé des fonctions de premier plan (ministre, secrétaire général du parti unique, président de l'Assemblée nationale et enfin vice-président de la République) mais sans jamais s'imposer. Dans sa jeunesse, il a été provisoirement radié de l'armée et emprisonné à deux reprises pour avoir été en contact avec l'Allemagne nazie, tenté des coups de main et commis des attentats.

Le nouveau *raïs* va surprendre tout le monde. D'abord, en faisant arrêter les barons les plus à gauche du régime qui pensaient le réduire à une marionnette ; puis, en renvoyant les milliers d'experts militaires soviétiques présents en Égypte ; enfin, en déclenchant le 6 octobre 1973, aux côtés de la Syrie, une guerre contre Israël. Les troupes égyptiennes réussissent à franchir le canal de Suez, infligeant à l'État juif la première défaite de son histoire, avant une contre-offensive redoutable, stoppée par un cessez-le-feu. Cette demi-victoire, transformée en épopée, fera de Sadate le « héros du franchissement » et lui permettra, après des négociations, de rouvrir le canal de Suez.

Débarassé de l'ombre de son prédécesseur, le nouveau pharaon va s'employer à « dénassériser » l'Égypte dans deux domaines essentiels : l'économie et la politique extérieure. Ce sera, d'une part, l'infithah (l'ouverture) qui encourage les entreprises privées et, d'autre part, l'abandon de l'alliance avec l'Union soviétique au profit d'une entente avec les États-Unis. Autant dire un changement à 180 degrés. Mais Sadate n'a pas fini de surprendre. En se rendant à Jérusalem en novembre 1977, il entre dans les livres d'histoire.

Les télévisions du monde entier immortalisent son discours à la Knesset. La paix israélo-égyptienne est conclue l'année suivante, à Camp David, sous les auspices des États-Unis. Cela permet à l'Égypte de récupérer le Sinaï, et à son chef de partager le Prix Nobel de la paix 1978 avec le premier ministre israélien, Menahem Begin. Mais cette paix séparée, qui ne règle nullement le conflit israélo-palestinien, lui vaut d'être mis au ban du monde arabe.

Devenu la coqueluche des Occidentaux, Sadate se laisse photographier en gallabeyah dans son visage natal ou en short sur son hors-bord. Il n'hésite pas à mettre en avant la first lady, sa belle et intelligente épouse, Jihane, de mère anglaise, qui multiplie les initiatives en faveur de la promotion féminine, les discours et les interventions dans les médias... Le raïs est cependant de plus en plus critiqué par les défenseurs de la Palestine et les déçus de sa politique intérieure : après un semblant de libéralisation politique, il a tendance à se comporter en despote. Avec les islamistes, ce « président pieux » a joué à l'apprenti sorcier, leur laissant le champ libre pour mieux combattre la gauche. Ils ne tarderont pas à devenir ses pires ennemis. La montée des inégalités et de la corruption fait le jeu des extrémistes, qui réussissent à l'assassiner, le 6 octobre 1981, en pleine parade militaire.

Après la « dénessérisation » opérée par Sadate, il n'y aura pas de « *désadatisation* ». Le vice-président, Hosni Moubarak, qui accède au poste de raïs, va garder le cap, aussi bien en politique étrangère qu'en économie. Mais il le fera de manière plus souple et, sans être populaire, réussira à se maintenir vingt-neuf ans au pouvoir.

Moubarak a le soutien de l'armée dont il est issu. Nasser lui avait confié la reconstruction de l'aviation égyptienne après la guerre des six jours. Il a été l'un des principaux acteurs de la guerre suivante contre Israël, en octobre 1973. Homme réservé et paisible, sans le côté comédien de Sadate, il est peu enclin aux coups d'éclat. S'il renoue habilement avec les autres pays arabes, opposés au traité israélo-égyptien, ce n'est pas pour repartir en guerre. Il assurera à son pays trois décennies de paix extérieure. Il joue un rôle de médiateur entre Israéliens et Palestiniens, ainsi qu'entre les différentes factions palestiniennes, se taillant une image de sage, respecté des Arabes et très apprécié des Occidentaux. Parallèlement, il poursuit l'entreprise de libéralisation de l'économie égyptienne, en multipliant les privatisations et cherchant à attirer les capitaux étrangers. Le pays modernise ses équipements, s'informatise et accueille de plus en plus de touristes : ils seront plus de 12 millions en 2011!

Mais, dans cette Égypte en pleine croissance économique, le revers de la médaille, c'est d'abord la corruption et l'affairisme : des marchés publics sont confiés à des hommes proches du pouvoir, avec tous les abus qu'on peut imaginer. C'est aussi le chômage : chaque année 500 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, alors que les diplômés de l'enseignement supérieur n'ont plus, comme au temps de Nasser, un emploi garanti dans la fonction publique. L'Égypte devient de plus en plus un pays à deux vitesses, dans tous les domaines, à commencer par la santé.

Sous le règne précédent, le raïs bénéficiait de l'image de son épouse, Jihane Sadate. Le nouveau président peut en dire de même : Suzanne Moubarak, diplômée de l'université américaine du Caire, est une première dame moderne et dynamique, qui suit de près les questions sociales. Elle est très présente dans la vie culturelle égyptienne, contrairement au chef de l'État qui ne s'y intéresse guère.

On soupçonne Moubarak d'avoir des ambitions dynastiques. N'a-t-il pas propulsé son fils cadet, Gamal, dans les coulisses du pouvoir, sans se donner – contrairement à ses prédécesseurs – un vice-président qui ferait figure de dauphin?

Les Occidentaux ont tendance à fermer les yeux sur les arrestations arbitraires et la torture. Pour eux, comme d'ailleurs pour beaucoup d'Égyptiens, le régime est un rempart contre l'islamisme. Hosni Moubarak cherche à le démontrer en empêchant l'émergence de tout parti démocratique consistant. « C'est nous ou les barbus », suggère-t-il en permanence. Ce qui ne l'empêche pas de céder au fondamentalisme sur beaucoup de terrains, le laissant notamment s'introduire dans l'instruction publique. L'extension du voile islamique ou la callosité que beaucoup d'hommes portent sur le front (témoignage de piété) ne sont que les aspects les plus voyants d'un retour aux traditions. Des télécoranistes, devenus des vedettes nationales grâce au petit écran, se prononcent sur les moindres détails de la vie en société. Ce conservatisme, qui déborde le cadre religieux, ne favorise guère le combat contre l'excision à laquelle l'immense majorité des fillettes est encore soumise.

L'Égypte ne s'est pas réveillée subitement le 25 janvier 2011, dans une sorte d'imitation du « printemps tunisien » : ce soulèvement a été l'aboutissement de plusieurs années de rébellions, petites ou grandes.

Tout commence à la fin de 2004 avec la naissance du mouvement Kéfaya. Une poignée de militants politiques et d'intellectuels défraie la chronique en brandissant des pancartes dans la rue : « *Kéfaya* » (Ça suffit!). Ces impertinents réclament des réformes, demandent publiquement à Hosni Moubarak de ne pas briguer un cinquième mandat et de renoncer à installer après lui son fils à la présidence. Beaucoup d'Égyptiens se retrouvent dans ce slogan astucieux, que chacun peut traduire à sa guise.

Parallèlement, des grèves et des occupations d'usine sont organisées pour protester contre la faiblesse des salaires et la hausse du coût de la vie. Une grève dans l'industrie textile, fixée au 6 avril 2008, est soutenue sur Facebook par des dizaines de milliers d'internautes. Deux ans plus tard, un jeune blogueur, Khaled Saïd, est battu à mort par des policiers, à Alexandrie. Sa photo va circuler sur la Toile et provoquer une immense indignation.

La « révolution du 25 janvier » est l'œuvre de divers groupes de jeunes internautes qui communiquent entre eux grâce à Facebook et à Twitter. Ils descendent dans la rue, le jour de la Fête de la police, au nom de la liberté et de la démocratie, pour protester « contre la torture, la pauvreté, la corruption et le chômage », réussissant à entraîner derrière eux des citoyens plus modestes, étranglés par la hausse des prix ou harcelés par la police. Ils seront rejoints, au bout de trois jours, par les gros bataillons des Frères musulmans, organisation illégale mais tolérée, qui va mettre toutes ses forces dans la bataille.

Pour mater cette rébellion, le pouvoir emploie d'abord l'intimidation et la force. Sans succès : la peur a été vaincue. Les « martyrs », tombés sous les balles, donnent aux protestataires une autre raison de se soulever. Le pouvoir joue alors le chaos, ordonnant aux policiers d'abandonner leurs postes. Pendant vingt-quatre heures, le pays est livré à des voyous, des détenus en fuite ou des provocateurs. Mais les habitants s'organisent spontanément pour défendre leurs quartiers, allant jusqu'à régler eux-mêmes la circulation.

L'armée remplace la police. Très habilement, les manifestants fraternisent avec les militaires, les mettant dans l'impossibilité de tirer sur la foule. « Le peuple, l'armée, une seule main », scandent-ils. De jeunes officiers se sentent en accord avec eux. Quant à la haute hiérarchie militaire, elle voit dans ce mouvement un moyen de se débarrasser de Gamal Moubarak, le dauphin présumé, qui n'est pas issu de ses rangs et pourrait menacer son empire économique.

L'insurrection dure dix-huit jours, suivie en direct dans le monde entier, grâce aux chaînes de télévision. Les événements se déroulent principalement sur la place Tahrir, au Caire, dont le nom va devenir aussi célèbre que celui de Tiananmen. Plusieurs choses frappent les observateurs. D'abord, l'absence d'idéologie : ce n'est pas au nom du socialisme, de l'antisionisme ou de l'islam qu'une partie du peuple se soulève, mais pour la liberté et la dignité, contre la corruption et la torture. Ensuite, le climat d'union nationale qui rappelle celui de 1919 : riches et pauvres, jeunes et vieux, hommes et femmes, voilées ou non, musulmans et chrétiens, se battent ensemble. Enfin, l'esprit civique : ce mouvement, pourtant sans leaders, s'organise remarquablement, dans le respect des gens et des biens.

Le 11 février, Moubarak jette l'éponge et se retire dans son palais de Charm el-Cheikh après avoir confié le pouvoir à l'armée. Place Tahrir, c'est du délire. La fête va durer toute la nuit. On se dit « fiers d'être Égyptiens », et persuadés que Le Caire est redevenu *oum el-dounia, la mère du monde*...

Moubarak sera arrêté, jugé et condamné à la prison à perpétuité pour avoir fait tirer sur les opposants. La *thawra* (révolution) est célébrée à longueur de journée par les médias officiels. Mais, depuis la chute du raïs, l'Égypte cherche sa voie. Son économie souffre du manque de touristes et d'investissements, et les revendications sociales se multiplient. Des conflits entre musulmans et chrétiens, attisés par des extrémistes ou des provocateurs, prennent une tournure sanglante. Des armes circulent, l'insécurité grandit. Même un match de football, comme celui de Port-Saïd, le 1^{er} février 2012, peut dégénérer en tragédie (plus de 70 morts). Les militaires se montrent incapables d'assurer l'ordre et se comportent de manière aussi violente que les policiers.

Douloureux lendemains de révolution ! Malgré un foisonnement d'initiatives et une liberté d'expression très appréciable, les mauvaises habitudes resurgissent. Tous les maux de la société émergent au grand jour. La belle unité de la place Tahrir s'est disloquée. Les jeunes révolutionnaires se sentent doublement trahis : par l'armée et par les islamistes. Aux élections législatives de janvier 2012, les Frères musulmans se taillent la part du lion, talonnés par des groupes plus extrémistes, les salafistes, qui sont sortis du bois et réclament l'application immédiate de la charia. En face, une myriade de petits partis et de mouvements a du mal à s'organiser. C'est le candidat des frères musulmans, Mohamed Morsi, qui est élu président de la République en juin 2012, suscitant la crainte de nombreux Égyptiens, à commencer par les coptes (près de 10 % de la population), qui ne veulent pas d'un État religieux. Autant dire que la révolution égyptienne ne fait que commencer...¹



¹ Les événements survenus depuis 2013 ont largement confirmé que la révolution n'était pas achevée (Ndlr).